Nous voulons que les travailleurs exercent les plus hautes responsabilités dans l'élaboration de la politique économique et dans sa gestion.

Nous devons construire avec les étudiants et les maîtres une université entièrement nouvelle dans son esprit.

Nous voulons que soit exercée à tous les échelons, dans l'organisation économique, dans la gestion des entreprises, dans l'Enseignement, dans l'Université, la démocratie la plus large, la plus complète.

Nous voulons que soit constitué un Gouvernement de Salut Public ouvert à tous ceux qui sont décidés à entreprendre tout de suite les réformes fondamentales. **Il ne faut plus avoir maintenant d'exclusives de clans ou de partis. La participation que nous voulons partout doit aussi s'exercer au Parlement.**

Vous devez donc envoyer au Parlement ceux qui sont capables de faire face. Ceux qui sont résolus à appliquer à fond, sans attendre, les réformes. Ceux qui sont décidés à défendre et à exercer totalement nos libertés démocratiques fondamentales.

VOUS VOTEREZ LE 23 JUIN

POUR LE CANDIDAT DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

David ROUSSET

JOURNALISTE ECRIVAIN
ANCIEN DEPORTE
Président de la Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire accrédité à l'O. N. U.

SUPPLEANT :

Noël CHAPUIS

AVOCAT A VIENNE
ANCIEN DEPUTE

DÉCLARATION DE Noël CHAPUIS

Mon accord pour être suppléant de DAVID ROUSSET revêt une double signification :

— Vingt jours viennent d'ébranler la FRANCE. L'anarchie et la chose épouvantable qu'est la guerre civile ont été pour l'instant évités : Ancien Député du Centre Démocratique, mon premier souci est de rechercher tout ce qui unit, sur le fond des choses, l'immense majorité des Français, dans la recherche de la concorde.

— A côté d'une personnalité de taille nationale et même internationale, comme DAVID ROUSSET, il est bon que, pour l'aider se trouve quelqu'un de cette région qui en connaisse les soucis et les problèmes.

IMP. TERNET, VIENNE

VU, LE CANDIDAT.

ELECTIONS LÉGISLATIVES — SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

CINQUIEME CIRCONSCRIPTION

ELECTRICES, ELECTEURS,

La FRANCE est entrée depuis le 3 Mai dans une crise nationale profonde. Par sa durée, par son ampleur, par ses affrontements dramatiques, par le fait que tout, absolument tout, est remis en cause, cette crise nationale prend l'envergure d'une véritable Révolution.

Les élections sont totalement dominées par la crise nationale. Toutes les autres questions, au niveau de la région, si importantes soient-elles, si urgentes qu'apparaissent leurs solutions, passent aujourd'hui au second plan.

Il faut d'abord régler le sort de l'Etat. De ce règlement, tout le reste dépend.

C'est parce que c'est au niveau de la Nation que tout doit être tranché maintenant que j'ai accepté, à la demande instante de plusieurs, de présenter ma candidature dans votre circonscription.

La République doit être défendue. Et la République, ce sont nos libertés démocratiques fondamentales : liberté d'organisation, liberté d'expression, liberté de réunion, liberté du travail.

Le Parti Communiste et la C.G.T. ont posé leur candidature à la direction de l'Etat. Durant une brève période dans certaines régions, et dans certains cas, ils ont commencé à exercer leur pouvoir. Vous en avez tous été témoins. Ils ont ainsi montré ce qu'il était vraiment. Le Parti Communiste est, dans son organisation intérieure, un parti totalitaire. Il n'admet ni la confrontation, ni l'examen, ni la discussion, ni la décision démocratique. Dans les usines, il a tout fait et tout sacrifié pour maintenir sur les ouvriers son seul contrôle. Il a pourchassé et dénoncé ceux qui n'acceptaient pas purement et simplement son autorité absolue. Sa fureur contre les étudiants s'explique uniquement parce que les étudiants contestent sa politique. Le Parti Communiste à la tête de l'Etat instaurerait une dictature bureaucratique odieuse et ruineuse. C'est contre un tel système que l'Europe de l'Est aujourd'hui se révolte. La France n'a nul besoin de faire l'expérience tragique du stalinisme.

La Fédération n'existe pas comme force politique nationale autonome. François MITTERRAND, obligé de rechercher à la fois l'alliance du Centre du Parti Communiste, ne peut avoir ni politique, ni programme véritable. Au fond, il **est obligatoirement le prisonnier du Parti Communiste. et c'est celà seul qui, dans les circonstances actuelles, compte. Ni François MITTERRAND, ni MENDES-FRANCE ne peuvent aujourd'hui faire une politique contre le Parti Communiste.** Ils sont tenus à s'incliner devant ses exigences. **Ils n'ont rien qui contrebalance la puissance de la C.G.T**. Voilà la vérité, tout le reste n'est que faux semblant et bavardage.

Aujourd'hui, tout dépend de la solution politique apportée à la crise. Si importantes que puissent être les propositions financières, techniques, économiques, elles ne sont rien, si l'Etat n'est par rétabli.

LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE, CE N'EST PAS, et ce ne peut pas être la défense du STATU QUO. La défense de la République, c'est nécessairement, L'APPLICATION IMMEDIATE de très grandes réformes sociales dans la gestion de l'économie nationale et des entreprises. Il faudra beaucoup de décision, une volonté exceptionnelle et une clairvoyance constante pour SAUVER L'ECONOMIE FRANÇAISE et pour assurer du même coup une valeur réelle aux avantages acquis et notamment pour éviter qu'une hausse du coût de la vie anéantisse les augmentations de salaire. C'est l'intérêt le plus vital de l'ouvrier comme du patron d'assurer l'autorité politique nécessaire aux réformes.

Nous voulons des **réformes immédiates, profondes,** appliquées **dans le respect absolu des libertés démocratiques.** Sans ces libertés, les réformes ne sont qu'illusion.